

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE-TRAVAIL-PROGRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2014

Mars 2014

Introduction

La Loi N° 001/PR/2014 du 02 janvier 2014, portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2014 a été exécutée au premier trimestre 2014 dans un environnement économique caractérisé au niveau de l'économie internationale par la croissance mondiale en 2013 qui a atteint 2,9% soit un recul de 0,3 point en pourcentage par rapport à 2012. Elle se poursuivra pour atteindre 3,6% en 2014 sous l'impulsion d'un regain d'activité économique dans les pays avancés.

En zone CEMAC, l'on note le ralentissement de la croissance économique en 2013 de 2,3% contre 5,5% en 2012 surtout marquée par la baisse des ressources pétrolières.

Au niveau national les agrégats estimés au 1^{er} trimestre 2014 se présentent comme suit :

- Un taux de croissance du PIB réel de 13,9% ;
- Un taux d'inflation en dessous de 3% ;
- Un taux de pression fiscale hors pétrole de 8,3%;

Le présent rapport d'exécution s'articule autour des points suivants :

Rappel des prévisions initiales de 2014

Ressources

Charges

L'exécution du budget au 31 mars 2014

Ressources

Charges

Dépenses sur ressources intérieures

Dépenses sur ressources extérieures

Conclusion

I- RAPPEL DES PREVISIONS INITIALES DE 2014

La Loi N° 001/PR/2014, portant Budget Général de l'Etat pour la gestion 2014, a arrêté initialement les ressources et les charges de l'Etat comme suit :

Les recettes budgétaires affectées à la prise en charge de dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital du budget général de l'Etat sont évaluées à 1.646.301.587.000 de FCFA et sont réparties comme suit.

A/ LES RESSOURCES

Titres	Recettes	MONTANTS
I	Recettes fiscales dont pétrolières (671.596.200.000 FCFA)	1.069.791.000.000
II	II Recettes non fiscales dont pétrolières (344.520.000.000 FCFA)	374.520.000.000
	Recettes ordinaires	1.444.311.000.000
III	Recettes en capital (fisc. Marché)	10.000.000.000
IV	Aides, Dons et Subventions	142.217.897.000
V	Emprunts	49.772.690.000
	Recettes en capital	201.990.587.000

B/ LES CHARGES

D'un montant global de 1.742.720500.000 de FCFA, les crédits applicables aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital du budget général de l'Etat sont ventilés comme suit :

Dépenses courantes et en Capital

Titres	NATURES DES DEPENSES	MONTANTS
I.	Charges de la dette publique rétrocedée et non rétrocedée	29.740.000.000
II	Dotation des pouvoirs publics	495.463.680.000
III	Interventions de l'Etat et transferts Courants dont (125.899.535.000 FCA) au titre des rev. Pétroliers.	331.328.233.000
IV	Dotation aux amortissements de la dette publique rétrocedée et non rétrocedée	192.190.000.000
V	Equipements, Investissements Et transferts en capital dont (115.243.500.000 FCFA) au titre des revenus pétroliers affectés aux secteurs prioritaires.	693.998.587.000

II- EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2014

A. CONTEXTE DE L'EXECUTION

A.1 EN MATIERE DE RESSOURCES

D'une manière générale, les recettes propres « base encaissement » se chiffrent à 245.086.450.013 de FCFA y compris les recettes à classer au 31 mars 2014 qui s'élève à 22.311.719.238 FCFA. Ce montant représente un taux de réalisation de 15% des prévisions de la LFI 2014.

Les recettes hors pétrole prévues pour un montant de 428.195.000.000 de FCFA ont été recouvrées au premier trimestre pour un montant de 98.624.000.000 de FCFA soit un taux de réalisation de 23%, tandis que les recettes pétrolières qui ont été prévues pour un montant de 1042.042.040.000 de FCFA ont été recouvrées à concurrence de 143.192.000.000 de FCFA soit un taux de 14%.

1.1 Recettes fiscales hors pétrole

Les recettes fiscales prévues au titre de la LFI 2014 s'élèvent à 398.195.000.000 de FCFA. Sur cette prévision, 200.545.016.880 de FCFA dont 23.027.411.708 de FCA de recettes à classer ont été recouvrées, soit un taux de réalisation de 50%.

1.2 Recettes non fiscales

Sur la prévision des recettes non fiscales 374.520.000.000 de FCFA, 44.541.433.133 de FCFA dont -715.692.470 des recettes à classer ont été recouvré au premier trimestre 2014, soit un taux de réalisation de 12%.

1.3 Recettes non fiscales hors pétrole

Sur la prévision des recettes non fiscales hors pétrole 30.000.000.000 de FCFA, 2.496.000.000 de FCFA ont été recouvré au premier trimestre 2014, soit un faible taux de réalisation de 8%.

TABEAU N° 1: ANALYSE DES RECETTES PAR NATURE (FCFA)

Nature des recettes	LFI 2014	REALISAT. AU 31/03/14	TX DE REALISAT.
Recettes fiscales	1 069 791 000 000	177 517 605 172	17
Recettes non fiscales	374 520 000 000	44.541.433.133	12
Recettes en capital	10 000 000 000	0	0
Aides, Dons et Subventions	142 219 000 000	0	0
Recettes à classer		23.027.411.708	-
Emprunts	49 773 000 000	0	0
Total Général	1 646 303 000 000	245.086.450.013	14

Source : Direction Générale du Trésor

1.4 Recettes des Régies Financières

Au regard du tableau d'analyse des recettes des régies financières, les réalisations n'ont pas été satisfaisantes. 17% des prévisions initiales de 2014 (1.444.620.000.000 de FCFA) ont été recouvrés.

TABEAU N° 2 : ANALYSE DES RECETTES DES REGIES FINANCIERES (FCFA)

Régies Financières	LFI 2014	REALISAT. AU 31/03/14	TX DE REALISAT.
RECETTES HORS PETROLE	467 891 000 000	102 423 000 000	22%
Recettes fiscales	437 891 000 000	99 931 000 000	23%
Impôts	240 200 000 000	63 883 000 000	27%
Douanes	140 000 000 000	28 527 000 000	20%
dont recettes à classer		22 346 000 000	
Domaine	58 000 000 000	7 521 000 000	13%
Recettes non fiscales	30 000 000 000	2 492 000 000	8%
dont Cadastre	12 000 000 000		
RECETTES PETROLIERES	976 420 000 000	142.664 000 000	15%
Redevances	343 660 000 000	42 057 000 000	12%
IS Consortium	602 500 000 000	97 955 000 000	16%
Redevances statistiques	29 400 000 000	2 652 000 000	9%
Autres recettes pétrolières	860 000 000		0%
Taxes superficielles	860 000 000		
Total Général	1 444 620 000 000	245.086.000.000	17%

Source: DGTCP

L'analyse par régie nous donne une situation satisfaisante. **Aux Impôts**, le niveau des recettes est de 27%. Cette performance par rapport à la saisonnalité peut s'expliquer par les mesures prises pour améliorer le recouvrement des recettes, par les redressements fiscaux, par l'absence d'exonération sur les marchés publics à l'exception des conventions dérogatoires qui érodent l'assiette, la migration des opérateurs qui étaient au forfait vers du réel suivant la loi de finances 2014 et la formation des agents des Impôts sur la TVA.

A la Douane et Droits Indirects, le faible taux d'exécution des recettes de 20% au premier trimestre s'explique par le fait que selon le Responsable Comptable, les documents comptables des provinces ne seraient pas parvenus au Trésor Public pour la centralisation. Ce taux ne prend donc pas en compte les réalisations des recettes des circonscriptions des provinces. Certains facteurs expliquent également cette situation, il s'agit entre autres :

- Des perturbations aux frontières avec certains pays voisins ;
- La baisse des importations par l'entreprise chinoise CNPCIC en perspective des travaux de construction de pipeline du site pétrolier de Rônier.

D'une manière générale, qu'il s'agisse des recettes fiscales ou non fiscales, les réalisations au premier trimestre 2014 sont timides en raison de la mise à

disposition tardive des valeurs du Trésor devant permettre une mise en recouvrement des recettes et les difficultés des recouvrements des recettes administratives. Le travail de sensibilisation engagé par les régies financières pourrait être rattrapé au second semestre.

A.2 EN MATIERE DE CHARGES

2.1 Dépenses sur ressources intérieures

Les dépenses totales y compris le service de la dette publique ainsi que l'amortissement de la dette publique sur le financement intérieur (1 550 729 913 308 de FCFA) engagées au 31 mars 2014 s'élèvent à 351.129.159.518 FCFA, soit un taux d'exécution base engagement de 23%.

TABLEAU N° 3: SYNTHESE DES CONSOMMATIONS BUDGETAIRES PAR NATURE AU 31/03/2014

NATURE DES CHARGES	DOTATIONS 2014	ENG. AU 31/03/2014	TX D'EXE. BASE ENG
SERVICES DP	29 740 000 000	0	0%
PERSONNEL	356 172 763 308	77 278 980 713	22%
BIENS ET MATERIELS	51 600 361 170	6 691 106 202	13%
SERVICES	87 690 555 830	20 761 111 709	24%
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	331 328 233 000	97 042 094 086	29%
DOTATIONS AMORTISSEMENT DP	192 190 000 000	1 223 239 703	
INVESTISSEMENTS (Hors fin. Ext.)	502 008 000 000	148 132 627 105	30%
Total	1 550 729 913 308	351 129 159 518	23%

Source : Circuit Informatisé de la Dépense

2.2 Service de la dette

Sur une prévision de 29 740 000 000 de FCFA, le service de la dette publique n'a pas connu un engagement au premier trimestre 2014.

2.3 Personnel

Les dépenses engagées au titre du personnel (civil et militaire) au 31 mars 2014 ont été engagées à hauteur de 77.278.980.713 de FCFA (58.226.441.721 de FCFA pour le personnel civil, 17.853.840.348 de FCFA pour le personnel militaire et 1.098.698.644 de FCFA au titre des dépenses communes interministérielles) soit 22% de la prévision initiale. Ce qui peut réduire le niveau d'exécution est le recensement biométrique enclenché depuis quelque mois pourrait réduire l'exécution de cette dépense.

2.4 Biens et matériels

Prévus pour un montant de 51.600.361.170 de FCFA, les dépenses de biens et matériels ont été exécutés au 31 mars 2014 à concurrence de 6.691.106.202 de FCFA soit un taux d'exécution de 13%.

2.5 Services

Les dépenses engagées au titre de cette rubrique au 31 mars 2014, s'élèvent à 20.761.111.709 de FCFA soit une exécution de 24% par rapport à la prévision initiale de 87.690.555.830 de FCFA.

2.6 Transferts et subventions

Au titre des dépenses de transferts et subventions, sur une dotation de 331.328.233.000 de FCFA, 97.042.094.086 de FCFA ont été engagés au 31 mars 2014 soit un taux d'engagement de 29%. Le non-respect du plan d'engagement qui explique ce niveau un peu élevé des subventions et le recours à la caisse d'avance (dépense globale).

2.7 Principal de la dette

Les dépenses relatives à l'amortissement de la dette tant extérieure qu'intérieure ont atteint à peine un niveau d'engagement de 1%. Cette faible exécution est due au retard pris dans les opérations d'engagement par la Direction de la Dette.

2.8 Investissements et équipements

Pour le premier trimestre 2014, les dépenses d'investissements et équipements ont atteint un taux d'engagement de 30%. Les raisons de cette performance sont liées aux préparatifs du sommet de l'Union Africaine.

2.9 Dépenses sur ressources extérieures

TABLEAU N°4: SYNTHESE DE DECAISSEMENTS DES FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR NATURE AU 31/03/2014 (FCFA)

Nature des financements extérieurs	LFI 2014	au Mars 31 /2014	Taux d'exécution
Aides Dons et Subventions	142.217.897.000	35.554.474.250	25%
Emprunts Extérieurs Projets	49.772.690.000	12.443.172.500	25%
Total	191.990.587.000	47.997.646.750	25%

Source : Direction Générale de la Coopération Internationale du MEPCI

Suivant le tableau ci-dessus, il ressort de l'exécution des financements extérieurs contenu dans la Loi des Finances Initiales 2014 ce qui suit :

- Sur des prévisions initiales de 191.990.587.000 de FCFA d'Aides, Dons et Subventions et d'emprunts, environ 47.997.646.750 de FCFA ont été exécutés au 31 mars 2014, soit 25%.
- Les décaissements en Aides, Dons et Subventions sont d'environ 35.554.474.250 de FCFA sur des prévisions 142.217.897.000 de FCFA, soit 25% de ces prévisions.

- Les décaissements des Emprunts Projets sont estimés 12.443.172.500 de FCFA sur des prévisions de 49.772.690.000 de FCFA, soit un taux d'exécution de 25%.

CONCLUSION

Le premier trimestre est marqué par un niveau de recouvrement faible en recette qui est globalement de 14%. Les Dépenses n'ont pas suivi les mêmes rythmes surtout en Investissement tout comme en Transfert, ce qui crée souvent la tension de trésorerie.

Certains Ministères ont eu recours au Bon de Commande Administratif (BCA) dû à la lenteur dans les circuits des marchés. Seul le Ministère de Microfinance qui n'a pas exécuté ses dépenses.

Pour une meilleure gestion, nous suggérons le respect des plans d'engagement et des passations des marchés. Les actions à mener sont la sensibilisation et le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la chaîne des dépenses.

Fait à Ndjamena, le **13 MAI 2014**

LE DIRECTEUR GENERAL DU BUDGET



LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DU TRESOR

